



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 229 - 22 Août 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Latelec - Latécoère : l'éthique bat de l'aile - Pétition en soutien aux ouvrières tunisiennes - Peuples Solidaires - Page 1
- 2 - A propos des assistant-es sexuel-les - lettre FDFA au Planning Familial - Page 2
- 3 - Prostitution, Le manifeste de la honte et de notre colère ! - Christine Le Doare - Page 3
- 4 - Manifeste contre la pénalisation des prostituées et de leurs clients - Act up - Page 4
- 5 - Vive les féministes à poil ! - Marie de Cenival - Lemonde.fr - 26 juillet 2013 - Page 5
- 6 - Mary Louise Roberts : "Le sexe a été une manière d'assurer la domination américaine" - Le Monde.fr - Page 7
- 7 - le quotidien régional Sud-Ouest, la victime d'un viol semble surtout coupable de « ternir » la fête - Source Les Désobéissantes - Page 9

MOBILISATIONS

1 - Latelec - Latécoère : l'éthique bat de l'aile - Pétition en soutien aux ouvrières tunisiennes - Peuples Solidaires

L'équipementier aéronautique français Latécoère, qui fournit de grands noms de l'aviation comme Airbus ou Dassault, est l'un des leaders mondiaux de son secteur. Mais il est moins performant quand il s'agit du respect des droits dans sa chaîne de production. Salaires de misère, heures supplémentaires abusives, insultes, problèmes de santé et de sécurité au travail... tel est le quotidien du personnel - majoritairement féminin - de l'usine tunisienne de Fouchana, où Latécoère fait produire des câbles aéronautiques. Et lorsque les ouvrières s'organisent en syndicat, la direction de l'usine ferme temporairement l'usine et licencie les « meneuses ». Aidez-nous à faire pression sur Latécoère pour qu'elle change d'attitude !

Avec un chiffre d'affaires de plus de 643 millions d'euros en 2012, le Groupe français Latécoère se place au deuxième rang mondial du câblage embarqué. Un succès qui lui vaut d'équiper les plus grands noms de l'aviation, notamment Airbus, son principal client. Avec un tel palmarès, on pourrait attendre de la compagnie qu'elle fasse preuve d'une certaine éthique, comme elle s'y engage sur son site Internet où elle prétend favoriser le « dialogue social » et les « relations avec la société civile »^[1].

Le combat des ouvriers-ères : Mais en Tunisie, où elle a délocalisé en 2005 une partie de sa production de câblage via sa filiale LATElec, dans l'objectif affiché de « réduire les coûts de fabrication »^[2], les droits des travailleurs-ses sont bafoués. Les salaires de 280 Dinars (135 €) mensuels maximum sont largement insuffisants pour vivre dignement, les heures supplémentaires sont obligatoires et ne sont pas toutes payées, les cadences sont infernales et les insultes quotidiennes.

Face à ces abus, les 400 ouvriers-ères de l'usine décident de s'organiser pour négocier

l'amélioration de leurs conditions de travail et le respect de leurs droits. En mars 2011, dans le sillage de la révolution tunisienne, Monia et Sonia, deux techniciennes supérieures, créent officiellement un syndicat. Leurs premières actions permettent aux salarié-e-s d'obtenir 66 dinars (environ 33€) d'augmentation et un accord sur les promotions. Mais l'embellie est de courte durée.

Chantage, répression, licenciements : En 2012, la direction passe à l'offensive. Elles sont dès lors victimes d'une répression syndicale systématique : mises à pieds, tentatives de corruption, sanctions abusives, et même menaces de mort proférées à l'encontre des ouvrières syndiquées.

Le 19 septembre 2012, l'usine est fermée pour une durée indéterminée. « La tête des dirigeantes du syndicat ou les 400 ne reviendront plus, c'est à vous de choisir »^[3] tel est le message qui aurait été délivré pour diviser le mouvement. Mais les membres du personnel restent soudés, Latécoère commence alors à vider l'usine de ses effectifs, 200 postes d'intérimaires sont supprimés entre octobre 2012 et mars 2013.

En mars 2013, les ouvriers-ères de LATelec profitent du Forum Social Mondial pour organiser une manifestation devant l'ambassade de France. Douze d'entre elles seront immédiatement menacées de suspension pour y avoir participé, et dix, dont les trois déléguées syndicales, seront finalement licenciées.

La répression doit cesser! : « Nous voulons garder notre travail, sans perdre notre dignité » explique Sonia Jebali, secrétaire générale du syndicat UGTT de LATelec Fouchana. Aujourd'hui, la filiale tunisienne de Latécoère ne tourne plus qu'à 20% de ses capacités, et n'emploie plus que 150 personnes, alors que le groupe vient d'ouvrir une nouvelle unité de production au Mexique où il devait employer 400 personnes à l'horizon 2015...

Ne laissons pas Latécoère et sa filiale LATelec violer impunément les droits en Tunisie. Exigeons qu'elles réintègrent les salariées injustement licenciées et qu'elles respectent la liberté d'association et de négociation collective.

Appel en partenariat avec : Marche Mondiale des Femmes, CNDF, Osez le Féminisme, Attac, CGT Métallurgie, US Solidaires. Pétition à signer sur : <http://www.peuples-solidaires.org/appel-urgent-unisie-latecoere/>

Signatures : http://www.peuples-solidaires.org/appel-urgent-unisie-latecoere

TEXTES

2 - A propos des assistant-es sexuel-les - lettre FDFA au Planning Familial

Madame la Directrice, L'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir connaît le travail et les actions importantes du Planning familial. Mais, au reçu du programme du débat « Rencontres et controverses sur le thème Assistance sexuelle et handicaps : quelles réponses possibles, quelles limites ? » que le Planning Familial de l'Isère a organisé le 9 juillet 2013, de 16h à 18h30 à la Maison des Associations de Grenoble, l'Association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir s'étonne que vous n'ayez invité à participer à ces débats que des intervenant-es favorables à l'assistance sexuelle, comme je l'avais déjà signalé aux organisatrices bien avant le débat. Où et comment parler de controverses ?

Vous n'êtes pas sans savoir que le CCNE a émis un avis négatif à ce sujet. J'ai l'impression que cela semble peu vous importer. Vous n'êtes pas sans savoir non plus que le dernier livre de Mr Nuss nous indique clairement que les « assistantes sexuelles » ne sont pas suffisamment compétentes...qu'elles ne font pas tout... qu'il est donc préférable de faire appel à des prostituées « spécialisées ».

Madame Catherine Agthe, à ce jour, n'a réalisé qu'une seule formation d'aidant-e-s sexuel-le-s et elle ne me semble pas poursuivre !

Pour qu'il y ait un réel débat, il faudrait que des personnes opposées à l'assistance sexuelle viennent y exposer leurs arguments : la marchandisation du corps - des femmes en majorité - et le refus de

la ghettoïsation des personnes handicapées qui doivent pouvoir vivre leur vie affective et sexuelle selon leur choix et dans la dignité.

Les trois ouvrages que vous mentionnez en références bibliographiques sont également tous trois en faveur de l'« assistance sexuelle ».

L'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir, vous demande d'inviter la prochaine fois des personnes pouvant apporter une controverse et de citer des ouvrages et articles opposés à l'assistance sexuelle.

Il faudrait sortir de la polémique « pour ou contre », mener un travail de réflexion éthique et loyale. Il est vraiment étonnant que tant de personnes valides s'intéressent à la sexualité de « ces pauvres handicapés » quand on s'intéresse si peu à leurs difficultés quotidiennes, d'accessibilité, d'emploi, d'avoir une vie digne et citoyenne leur permettant de sortir, d'avoir des loisirs, de voyager et de manger à leur faim !

Je suis vraiment étonnée que le planning multiplie ces rencontres toujours axées sur le même thème et n'invitant que celles ou ceux qui prônent une vie sexuelle au rabais pour les personnes handicapées, ne considérant ni leur dignité, ni leur désir, ni leur affectivité.

Dans votre revue de presse du Planning Familial n°344 - du 10 au 16 juillet 2013 vous annoncez en titre : « Vers un statut légal de l'assistance sexuelle pour les personnes souffrant de handicap » - France 3 Alpes

Je ne peux admettre cette formulation. Le corps des femmes et des hommes n'est pas à vendre, ni à acheter. La France est abolitionniste et on ne peut faire comme si on l'ignorait. Je serais vraiment heureuse que nous puissions échanger plus avant. Dans cette attente, veuillez agréer, Madame la Directrice, mes salutations distinguées.

Maudy Piot, Présidente de Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir

3 - Prostitution, Le manifeste de la honte et de notre colère ! - Christine Le Doare

Un manifeste « contre la pénalisation des prostituées et de leur client » lancé par le STRASS et Act-Up Paris notamment, est depuis quelques semaines proposé avec insistance, à la signature du monde associatif.

Que dit-il ? : Il affirme fort justement que les personnes prostituées ne doivent pas être pénalisées et que le délit de racolage doit être abrogé. C'est vrai, et en effet, abolitionnistes comme réglemmentaristes s'accordent sur cette mesure, d'ailleurs déjà votée par le Sénat ; il est fort probable qu'elle le sera aussi à l'Assemblée Nationale.

Cette question n'est donc pas polémique, ne fait même aucun doute : il faut abroger le délit de racolage, les prostitué-e-s victimes de violences ne sont pas coupables et ne doivent pas être stigmatisées.

En revanche, ce qui fait polémique, c'est la position sur la pénalisation du client : Affirmer que la pénalisation du client va renforcer la précarisation des prostituées, les éloigner du système de santé et de la prévention est plutôt fantaisiste. En outre, le tour de force consiste à lier le destin des prostitué-s-e à celui de leurs clients ! Pourtant, il suffit d'y regarder de près : dans tous les pays abolitionnistes, la prostitution qui a amplement diminué, n'a pas disparu au fond des bois, elle a lieu en plein centre-ville. Les prostitué-e-s ont accès aux aides sociales et à la prévention en matière de santé. Logiquement, comme elles ne sont plus dans la clandestinité, elles peuvent imposer plus facilement le port du préservatif et surtout porter plainte en cas de violences. En réalité, l'abolition inverse la charge pénale et la reporte sur le client et d'ailleurs, toute personne un tant soit peu sensée le sait, ce qui met toute personne prostituée en danger, c'est le risque induit par le fait d'être seule et vulnérable avec le client, que ce soit dans la rue, dans une voiture, dans un appartement, ou dans un bois. Peu importe le mode de rencontre, le danger c'est le client lui-même !

Les clients prostitueurs qui consomment du sexe tarifé enrichissent les proxénètes sur le dos de femmes le plus souvent pauvres, racisées et/ou violentées dans leur jeunesse. La demande du client est à l'origine du système prostitueur, 3^e marché criminel mondial. Une économie criminelle coupable de violences inouïes à l'encontre de femmes et d'enfants déplacés, dressés, violés, torturés. Pourquoi tant d'indulgence à leur égard, pourquoi cette impunité alors que la prostitution est bien une violence sexuelle ?

Alors, commencer ce manifeste en posant « quelle que soit notre position sur la prostitution » pour finir par amalgamer une position sur la pénalisation des prostituées avec une position sur la pénalisation du client alors que les deux peuvent parfaitement diverger, n'est pas très honnête. Mais de la part d'un lobby pro-prostitution est-ce étonnant ? Comment peut-on ainsi se laisser abuser par un groupuscule essentiellement constitué de « dominas » masculins qui soumettent d'autres hommes et ne représente en rien l'écrasante majorité des femmes prostituées ?

Mais surtout, rien n'est dit des constats catastrophiques et alarmants des pays qui ont légalisé la prostitution et s'inquiètent désormais de la situation qu'ils ont pourtant installée. Ces pays sont débordés par des mafias proxénètes de plus en plus puissantes, la traite s'est intensifiée, les profits financiers sont gigantesques. L'exploitation des personnes prostituées est grandissante : on constate un développement des pratiques de plus en plus violentes et dégradantes, avec des prix au rabais, des femmes soldées. Il faut lire les dossiers des magazines allemand « Der Spiegel » et hollandais « De Volkskrant » pour s'en convaincre et comprendre de quoi il est vraiment question.

La France, pays abolitionniste va-t-elle à son tour s'engager dans cette voie ? Il serait temps d'adopter une politique responsable, de combattre cette violence patriarcale et de voter une loi globale afin de : renforcer la lutte contre la traite, abroger le délit de racolage, adopter de sérieuses alternatives sociales ; lancer des actions de prévention et d'éducation et pénaliser le client. Eduquer au respect du principe d'inaliénabilité de l'être humain et à l'égalité femmes-hommes, c'est le rôle de l'état, pas de renforcer le proxénétisme !

Nous en avons assez que le slogan féministe des années 70 « *liberté de disposer de son corps* », soit récupéré par des lobbys aux fins de marchandisation. Nous en avons assez des récupérations successives de nos luttes, assez de la culture du viol et des ravages de la libéralisation de la prostitution !

Que des groupuscules de la nébuleuse radicale libertarienne, Verts en tête, des associations de santé communautaire, aient signé ce Manifeste ne nous surprend guère. En revanche, d'autres signatures sont plus étonnantes. C'est vrai de nos jours, Internet est devenu le lieu d'une mobilisation perpétuelle et il est possible de signer chaque jour nombre de pétitions, sans guère avoir le temps de les lire toutes en détail.

Tout de même, signer c'est s'engager, alors, je demande à tous les signataires de cette pétition d'assumer leur soutien et de m'expliquer, nous expliquer, pourquoi, aux côtés de petits entrepreneurs libéraux et d'un lobby ultra-minoritaire, ils jugent bon, sur le dos des femmes exploitées et violentées dans la prostitution, de s'ériger en défenseurs de la domination masculine, du libéralisme et du système patriarcal ?

4 - Manifeste contre la pénalisation des prostituées et de leurs clients - Act up

Quelles que soient nos opinions sur la prostitution, nos organisations sont unanimes pour affirmer que les prostituées ne doivent pas être pénalisées. Pour cela, le délit de racolage public doit être abrogé au plus vite et sans conditions.

Nous sommes également unanimes à considérer que la pénalisation des clients ne fera pas disparaître la prostitution, mais accentuera la précarisation des prostituées en les forçant à davantage de clandestinité, et en les éloignant des associations de soutien et de santé communautaire, et des structures de soins, de dépistage et de prévention.

Isolé-es les un-es des autres, les prostitué-es seront davantage exposé-es à des risques de violences, d'exploitation, et à des contaminations au VIH sida et IST. Cette mesure va renforcer le statut d'inadapté-e social-e des prostitué-es, statut stigmatisant qui doit être supprimé. Considérer que les prostitué-es doivent être traité-es comme des mineur-es sans capacité d'exprimer leur consentement, les place dans une catégorie de citoyen-nes à part, favorise le stigma et les pratiques de discriminations. Au contraire, nous voulons qu'elles et ils soient protégés par le droit commun.

Nous, organisations signataires de ce manifeste, demandons l'abrogation immédiate du délit de racolage public et nous opposons à toute pénalisation des clients des prostitué-es, sous quelque forme qu'elle soit.

5 - Vive les féministes à poil ! - Marie de Cenival - Lemonde.fr - 26 juillet 2013

On a les féministes qu'on mérite. Entre celles qui se mettent du poil au menton et envahissent l'assemblée générale annuelle d'EADS et celles qui se mettent à poil devant Silvio Berlusconi et DSK, les grands hommes de ce début de siècle sont cernés ! Ils n'apprécient pas tous d'être l'objet de telles attentions : les unes se font bousculer en coulisses, tandis que les autres se font coffrer en Tunisie après avoir risqué la mort dans les forêts biélorusses.

De La Barbe aux Femen, d'un extrême à l'autre, les féministes sont à poil, et prennent des risques. Mais que veulent-elles vraiment ? Le pouvoir ou la fin des dictatures ? Etre des hommes comme les autres ou des femmes fatales ? Qu'ont-elles vraiment en commun, ces femmes ?

Fleur dans les cheveux mais ivre de colère, tronçonneuse en main, la Femen est une bombe, dans tous les sens du terme. Elle remet au goût du jour un courant féministe essentialiste qu'on croyait disparu, qui attribue aux femmes des qualités propres.

La Femme est puissante, plus qu'elle ne le croit. Elle doit en prendre conscience et se réapproprier son corps pour en faire sa fierté et sa force, nous disent-elles. Cette stratégie dite du renversement du stigmate est aussi utilisée par les groupes activistes homosexuels, dont les Femen se sont montrées solidaires : la Gay Pride n'est pas autre chose que cette réappropriation de la condition de l'opprimé par lui-même pour en faire une arme, et une identité.

Une créature de cirque, un transfuge : Les barbues abandonnent au contraire toute prétention à la féminité. La femme à barbe n'est pas vraiment une femme, elle est une créature de cirque, un transfuge qui fait voir l'invisible, en l'occurrence l'omniprésence des hommes dans les lieux de pouvoir. L'air de dire : "Ah bon, il fallait du poil au menton pour en être ?" La Barbe sème la confusion des genres pour dénoncer la collusion entre poils et pouvoir, entre masculinité et domination.

Ce sont donc les hommes que La Barbe met à nu, tout engoncés qu'ils sont dans leurs costumes trois pièces. Adeptes du queer, et donc prête à brouiller les frontières entre les genres, mais avocate du peuple des femmes, La Barbe déplace le projecteur sur la source du problème. La condition féminine n'est plus le sujet, c'est l'homme qu'elles nous invitent désormais à déshabiller et à déconstruire.

Des filles à poil ou des femmes à barbe, qui dérange le plus ? A priori les barbues, sobres et dignes, s'en tirent le plus souvent avec des sourires gênés et des "Raccompagnez donc ces demoiselles à la sortie". Leur irruption est ulcérente pour les dignitaires les plus imbus de leurs privilèges (la franc-maçonnerie et l'UMP n'ont pas le sens de l'humour). Mais, pour les notables ordinaires, La Barbe est dérangeante : pris en flagrant délit de non-mixité, ils se regardent, s'interrogent, se remettent enfin (un peu) en question.

Les Femen, quant à elles, récoltent la tempête. Ce n'est pas leur mauvais genre qui dérange, mais leur nudité qui provoque la violence. Pourquoi les corps nus des femmes gênent-ils à ce point ? C'est que, de corps objets (objet de désir, de possession, d'exploitation par les hommes), ils deviennent

corps sujets, mus par le libre arbitre d'une femme, hors du champ de la séduction.

Violences aux dominées comme aux dominants : Comme dans l'histoire de l'esclavage, les corps des dominés se rebellent et deviennent les instruments de leur libération. Ce nouveau corps, qui a toujours le goût et la couleur de celui que le Maître avait cru dominer, devient incontrôlable, et ce basculement fait violence à tout le monde, aux dominées comme aux dominants.

Le corps des femmes est un enjeu de taille, comme nous le montre le retentissement de l'affaire de la jeune Tunisienne Amina, une Femen emprisonnée depuis le 19 mai. L'instrumentalisation du corps ne peut que forger chaque jour un peu plus la détermination des combattantes à le jeter dans l'arène, quel qu'en soit le prix.

Le corps des Femen est un écran lumineux, une ardoise sur laquelle on devrait pouvoir écrire n'importe quoi, si ce n'est que ce corps femelle parle de lui-même, et il parle même très fort ! Tout l'art des Femen consiste à maîtriser ce haut-parleur qui hurle quelquefois plus fort qu'elles. Les Femen vocifèrent donc contre le sexisme de façon doublement littérale, en lettres capitales sur la peau nue. A l'inverse, les femmes à barbe sont le plus souvent muettes, à l'image de leurs vidéos ringardes aux couleurs sépia. Cachées derrière leurs postiches, elles sont des miroirs qui donnent à voir et à entendre le langage des hommes entre eux. Flirtant elles aussi avec l'ennemi, s'incrutant dans des espaces qui ne sont pas faits pour elles, elles prennent le risque de valider les codes de l'élite au pouvoir, et de légitimer ses institutions.

Au sein même du collectif on s'interroge. L'invasion en mars de la scène de l'Opéra de Paris pour protester contre le monopole des postes de direction artistique par les hommes a fait l'unanimité. Mais faut-il investir l'assemblée du groupe Carrefour au Carrousel du Louvre, l'air de dire que les femmes aussi veulent en être - pour exploiter les caissières à leur tour ?

Répéter les mêmes mises en scène : Pourtant les militantes, à force de répéter les mêmes mises en scènes partout, ne disent finalement qu'une seule chose : les hommes dominent les institutions qui font la loi, qui font la culture, le cinéma, qui font et défont notre système de santé, qui commentent le sport français, qui règnent sur l'économie et la finance, qui accordent le droit de cité et disent quelles religions sont bonnes à fêter, et comment se maintiendront les privilèges des grands hommes blancs.

Pas d'ambiguïté dans cette dénonciation, même si la solution n'est pas toujours aussi claire : faut-il faire tomber ces hommes de leur piédestal, ou faire monter des femmes à leurs côtés ? "Quand les femmes auront le pouvoir, dit leur manifeste, on verra bien ce qu'elles en feront. En attendant, qu'elles le prennent !" Mais de quel pouvoir s'agit-il ? Veulent-elles en être, ou en découdre ? A chacun et chacune d'en décider.

Le langage des corps est peu subtil, et les Femen aussi jouent sur le fil du rasoir, en donnant aux médias les plus concupiscent ces seins qu'ils voulaient voir. Est-ce qu'elles dénoncent la dictature du sexisme qui pousse les femmes à se mettre à poil pour se faire entendre, ou est-ce qu'elles renforcent les codes, faisant le bonheur de leurs ennemis ?

Les Femen divisent dans le camp des femmes, dont certaines se sentent trahies par des mises en scène parfois proches de la pornographie, que les Femen sont les premières à honnir. Mais, si le Français moyen apprécie leurs prestations, ce n'est pas le cas des dictateurs et des intégristes de tout poil, que leurs performances visent. D'action en action, les Femen se réinventent et notre regard sur elles évolue.

Lorsqu'en 2012 les Femen arrivent en France à poil sous leur burqa, elles prennent le risque d'alimenter les relents racistes d'un laïcisme antimusulman pressé de rejeter la faute du sexisme sur l'étranger. Lorsqu'une Tunisienne se met à poil sur Internet pour faire sauter la chape de plomb islamiste qui pèse sur le corps des femmes, le message devient limpide et clair et prend une autre dimension.

Surgissant de nulle part, sans légitimité aucune, les corps des militantes sont des blasphèmes,

attentats contre les sexismes d'Etat et dictatures intégristes, obligeant chacun et chacune à choisir son camp. Bientôt chaque Femen qui tombe sera remplacée par une autre terroriste dans une réaction en chaîne dictée par la vigueur du sexisme qui les propulse sur le devant de la scène.

Des réactions viscérales : Le scandale des Femen n'est finalement pas tant dans l'acte qu'elles accomplissent que dans le regard porté sur lui. Les réactions viscérales au moindre de leurs soupirs en disent plus long sur le niveau général de sexisme, d'homophobie et de racisme que le tweet antireligieux de leur égérie !

Si leur message ne fait pas consensus, il fait l'actualité, et c'est peut-être ce qui compte. Fait-il disparaître du même coup les discours plus élaborés d'autres féministes peut-être mieux avisées ? Les Femen font-elles la "une", comme le disait une éminente féministe sur France Culture, parce que les médias - dominés par des hommes - sont avides de porter aux nues un féminisme qui disqualifie le féminisme lui-même, pousse les unes à s'entre-déchirer, les autres à tomber dans les oubliettes ? Sans doute. Mais l'histoire dira qui, des médias ou des Femen, se laissera prendre à ce jeu de dupes.

Quant aux barbues, elles continuent leur travail de sape du pouvoir dans l'ombre - délégitimant les grands hommes blancs avec opiniâtreté : ceux qui cumulent tous les mandats ne supportent pas le ridicule. Lorsque La Barbe les épingle devant leurs pairs, elles les influencent plus sûrement qu'une photo à la "une" du *Figaro*. Ils se regardent, s'interrogent, se remettent enfin (un peu) en question, et laissent passer les lois qui leur imposent enfin les quotas qu'ils méritent. Bientôt ils devront se pousser pour faire de la place à d'autres, ou tomber de leur chaise !

Au bout du compte, si les médias se voient ainsi poussés à annoncer tous les trois ans le renouveau du féminisme, c'est qu'un vieux ressort de la colère des femmes est resté bien remonté. Amis journalistes, plutôt que de nous demander chaque jour ce qu'on pense de nos soeurs féministes, interrogez donc les hommes qui sont ciblés : les notables, les bandits de grands chemins, les intégristes de tout poil et les violeurs.

Demandez-leur ce que ça leur raconte, s'ils y voient autre chose qu'une paire de seins ou quelques postiches, s'ils restent aveugles aux inégalités et aux injustices, et quand est-ce que les hommes vont se mettre à poil à leur tour ? Parce que le problème, ce n'est pas le féminisme. C'est le patriarcat. Nos féminismes ne sont que le reflet du sexisme qui en est l'enjeu.

Marie de Cenival - Née en 1963, militante, ancienne vice-présidente du groupe Act-Up Paris, elle conçoit en 2007 le mode d'action du collectif féministe La Barbe qui ridiculise les hommes de pouvoir en s'immisçant parmi eux, le menton orné de barbes postiches. Installée à New York, elle est toujours active au sein du collectif.

6 - Mary Louise Roberts : "Le sexe a été une manière d'assurer la domination américaine" - Le Monde.fr

Mary Louise Roberts enseigne à l'université du Wisconsin, à Madison. Elle est spécialiste d'histoire de France et s'intéresse particulièrement à l'histoire des femmes. Son dernier livre, *What Soldiers Do. Sex and the American GI in World War II France* traite de la Libération et de la violence sexuelle, un aspect de la guerre largement passé sous silence.

Vous avez commencé ce livre juste après les tensions entre la France et les Etats-Unis sur l'intervention en Irak, en 2003. Pourquoi ? : Je voulais voir comment une telle friction avait pu se produire entre ces deux alliés. Du coup, je me suis intéressée à ce qui s'était passé à la fin de la seconde guerre mondiale, notamment après le débarquement. Et là, en consultant les archives, je me suis aperçue que tous les rapports de police montrent la même chose. Il y a eu des viols et des crimes partout où les GI étaient stationnés, à Reims, Cherbourg, Brest, Le Havre, Caen...

Vous montrez d'abord le contexte chargé dans lequel les soldats américains sont envoyés en Normandie : Il suffit de consulter *Stars and Stripes*, le quotidien de l'armée. On y trouve tous les vieux stéréotypes. La France est présentée comme une sorte de bordel. Elle est complètement

érotisée. Cette image date en fait de la première guerre mondiale. Quand les soldats sont revenus, ils ont raconté des histoires affriolantes. Après, l'armée américaine a "vendu" la guerre comme une occasion de se faire embrasser par des Françaises, et peut-être plus. Ce n'est pas propre à la France, bien sûr. Tous les théâtres de guerre étaient érotisés. C'était l'époque des photos de pin-up accrochées dans les dortoirs, de Rita Hayworth... Mais une image revient avec constance dans le journal de l'armée : les GI entourés par des Françaises. Embrassés par des Françaises. Sur l'une, on voit un groupe de femmes, visiblement réjouies. Et la légende dit : "Voilà ce pour quoi nous nous battons."

Dans le vocabulaire, Paris est une femme, elle est "belle", elle est "seule depuis quatre ans", nous allons lui "tenir compagnie"... Quand ils débarquent en France, les GI ont l'impression d'être des chevaliers qui viennent à la rescousse de la damoiselle en péril. Ils ont été préparés à l'idée qu'ils seraient gratifiés de certaines récompenses, que les Français avaient une dette à leur égard et que les Françaises s'en acquitteraient. Il s'en est suivi un tsunami de libido masculine, qui va se traduire par des phénomènes de prostitution à grande échelle. Et il y aura une vague de viols en Normandie, en août et septembre 1944.

Quelle est l'ampleur de la prostitution ? : A la Libération, beaucoup de femmes étaient pauvres, particulièrement à Paris. Leurs maris étaient dans les camps allemands, elles avaient besoin d'argent. De plus, il y avait un sentiment de reconnaissance vis-à-vis des Américains. Mais ce sentiment a disparu après quelques mois, et, à l'été 1945, les GI ressemblaient davantage à des invités qui s'attardent trop longtemps. A ce moment-là, le système français des maisons closes a été complètement débordé.

Vous dites que les autorités françaises, qui se sont plaintes des débordements américains, n'ont pas été écoutées. Pourquoi ? : Au Havre, j'ai trouvé une correspondance entre Pierre Voisin, le maire, et le colonel américain T. J. Weed. J'étais la première Américaine à la lire : je n'ai pas quitté ma chaise de toute la journée. La situation était difficile dans cette ville, libérée le 6 septembre 1944. Elle était devenue la porte du théâtre européen. En un an, elle a vu passer 4 millions de GI. Des camps avaient été construits au nord de la ville. Les prostituées affluaient de tout le pays, et la police militaire américaine les laissait entrer, en échange d'une partie de leurs gains.

A l'été 1945, le maire écrivit donc au colonel américain pour lui expliquer qu'il recevait sans cesse des plaintes des citoyens. Les GI faisaient l'amour partout - dans les parcs, les cimetières, les bâtiments abandonnés. Il proposait que l'armée américaine ouvre un bordel réglementé dans le nord de la ville, qui serait inspecté par les autorités sanitaires. C'était une demande qui avait aussi été faite à Cherbourg, où, après une série de viols, la police avait demandé aux Américains d'adopter un système de prostitution réglementée.

Mais les militaires américains se sont opposés avec véhémence à ces projets. Si le commerce du sexe était institutionnalisé, ils craignaient que le public américain ne l'apprenne. Ils ne voulaient pas que les épouses et les fiancées qui attendaient au pays voient les images dans la presse. Le colonel Weed s'est contenté de répondre au maire du Havre qu'il comprenait ses problèmes, mais que, connaissant son jugement, il s'en sortirait très bien. La prostitution a produit des relations asymétriques de pouvoir entre les deux pays.

Quelle a été l'importance des viols ? : Selon les statistiques du chef de la police militaire en Europe, 152 soldats américains ont été traduits en justice pour viols entre juin et octobre 1944. Les commandants essayaient de montrer aux Français qu'ils faisaient quelque chose contre les violences. Mais, en regardant les chiffres, on s'aperçoit que l'armée a surtout poursuivi les soldats noirs en cour martiale. Le chef de la police était lui-même étonné : sur les 152 accusés, 139 étaient des Noirs, alors qu'ils ne formaient que 10 % des troupes sur le théâtre européen.

Les Etats-Unis ont "racialisé" les viols. Mais il y a eu aussi une part de racisme de la part des

Françaises qui portaient ces accusations. Les Noirs ne pouvaient pas occuper des positions de combat. Ils étaient cantonnés aux services, à l'approvisionnement dans les bases de Cherbourg, du Havre, de Caen. Ils avaient davantage de contacts avec la population civile. Il y a eu plus d'occasions de les mettre en accusation. Dans les autres pays, on ne constate pas la même disproportion. En Allemagne, la proportion de Noirs envoyés pour viol devant des cours martiales était seulement de 26 %.

Entre 1944 et 1945, 29 soldats ont été exécutés en public pour viol, dont 25 Noirs. Comme il n'y avait que la guillotine en France, l'US Army a fait venir un bourreau du Texas, spécialiste des pendaisons. L'armée fonctionnait comme une extension du système de ségrégation en vigueur dans le Sud.

Dans les archives, j'ai trouvé des lettres d'officiers qui informent le maire des communes des exécutions publiques. Ayant les noms, j'ai demandé à l'armée américaine la communication des minutes de leurs procès. C'est assez horrible à lire. On y voit le racisme. Les unités noires avaient des commandants blancs, et dans les cours martiales, c'est votre commandant qui est censé vous défendre. Inutile de dire que leur défense était plutôt faible.

Comment votre livre a-t-il été accueilli aux Etats-Unis ? Vous vous attaquez à un mythe, celui de la "greatest generation", les jeunes héros du D-Day... : Le livre a dérangé beaucoup de gens. Je reçois des courriels hostiles tous les jours. On me reproche de jeter l'opprobre sur les GI. Mais je ne cherche pas à offenser. Je cherche simplement à faire entrer les Français dans un tableau dont ils ont été presque complètement effacés. En France, l'archiviste de Saint-Lô (Manche), Alain Talon, me l'a dit : "Vous, vous pouvez écrire ce livre, pas nous." Les Français ne veulent pas apparaître ingrats. Même soixante-dix ans plus tard.

Vous y voyez une leçon politique ? : Je me suis intéressée au sexe comme une forme de pouvoir. L'armée américaine a envisagé la question de la prostitution et des viols comme une façon d'établir une forme de suprématie. Souvenez-vous, nous sommes en 1945, les Etats-Unis commencent à s'affirmer comme une puissance mondiale. C'est aussi un moment où la France, humiliée, s'aperçoit qu'elle a perdu son statut de superpuissance. Le sexe devient une manière d'assurer la domination américaine sur une puissance secondaire. L'image romantique du Débarquement permet de neutraliser les tensions sur la souveraineté nationale française et le refus, pendant des mois, de reconnaître le général de Gaulle comme le chef du gouvernement provisoire.

La dette française à l'égard des Etats-Unis pourra-t-elle jamais être remboursée aux yeux des Américains ? : Je voudrais que les Etats-Unis soient moins arrogants vis-à-vis de la France. La présence américaine n'a pas été qu'une expérience de libération. Les villes françaises ont été bombardées, beaucoup de gens sont morts dans les trois premiers jours, il y a eu les viols... L'armée américaine aurait dû assumer les torts qui avaient été causés. Si les Français ne sont pas complètement reconnaissants, il y a une raison. Ce n'est pas qu'ils soient ingrats, stupides ou collaborateurs, comme le prétendent

Voir aussi le film, « La face cachée des libérateurs, film de Patrick Cabouat (2006) : <http://www.youtube.com/watch?v=wqdAA62LtAk>

7 - le quotidien régional Sud-Ouest, la victime d'un viol semble surtout coupable de « ternir » la fête - Source Les Désobeisantes

Le quotidien Sud-Ouest a eu une bien curieuse façon de relater des faits qui se sont produits samedi 27 juillet au matin lors des fêtes de Bayonne, cette institution qui attire chaque année près de 800 000 joyeux festayres habillés de blanc et rouge. Une première version de l'article de Sud-Ouest titrée "Les fêtes de Bayonne ternies par un viol" a été modifiée depuis. Mais on retrouve sa trace dans l'adresse url : "la-fete-ternie-par-un-viol" (ainsi que dans la légende de la photo, comme on nous le signale dans un commentaire).

Réputée bon enfant et de plus en plus alcoolisée, la fête a connu un drame cette fois-ci puisqu'une femme a été violée . Le viol est un crime en droit français, rappelons-le. Mais le vocabulaire employé par le quotidien dans la première version racontait par euphémismes ce crime devenant un fait ayant « terni » la fête, « la dernière du mandat du maire Jean Grenet.» Cette remarque a été retirée dans la deuxième version.

Et le journal n'est pas loin de rendre la victime coupable de ce qui lui est arrivé. « La quadragénaire a vraisemblablement perdu de vue l'amie avec laquelle elle avait passé la soirée et s'est retrouvée isolée dans un quartier peu fréquenté les soirs de fêtes et où les secours n'ont donc pas l'occasion de se rendre. » S'il s'agissait d'un vol de portefeuille, préciserait-on que la victime se promenait avec son sac sur elle dans une rue sans secours à proximité ?

Et ce n'est pas tout : le journal a l'air de douter. La procureure affirme que « les faits paraissent avérés » et exclut « toute situation ambiguë ». Et dans la première version de l'article, Sud-Ouest précisait que « au vu du contexte, les agressions sexuelles et viols des Fêtes de Bayonne sont toujours examinés avec grande précaution. » Pourquoi cette précision (expurgée depuis) ? Difficile de comprendre cette phrase ambiguë. Rappelons que le nombre de fausses accusations de viols en France est très faible, de l'ordre de 2 % selon certaines sources.